

regards

MARS 2018

3€

**FRANCE, EUROPE, MONDE
DANSES
AU-DESSUS
DES VOLCANS**



Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Clémentine Autain

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

FRANCE, EUROPE, MONDE : DANSES AU-DESSUS DES VOLCANS

LES SYNDICATS À L'HEURE DE LA MOBILISATION


- # **Comment partis et syndicats peuvent-ils refaire front ?**
- # **Jean-Claude Mailly déclare forfait**
- # **Qui veut la peau des syndicats ?**

L'EUROPE EN ÉBULLITION

- # **Italie, les leçons d'un tsunami**
- # **Europe : danse au-dessus du volcan**
- # **Grèce : le bilan discuté du gouvernement Tsipras**
- # **L'Espagne s'enfonce dans la crise indépendantiste**

PAR DELÀ NOS FRONTIÈRES

- # **Forum Social Mondial 2018 au Brésil :
fabrique de résistance mondiale**
- # **Argentine : l'imposture économique
du président Macri**
- # **Abandon des Kurdes à Afrin :
la faute d'Emmanuel Macron**



LES SYNDICATS À L'HEURE DE LA MOBILISATION

Comment partis et syndicats peuvent-ils refaire front ?

Enclins à se jeter la pierre ou à se renvoyer la balle, partis et syndicats peuvent-ils dépasser le constat de leurs limites respectives pour créer une nouvelle dynamique ? Leila Chaibi (France insoumise) et Karl Ghazi (CGT) engagent le dialogue.

Leila Chaibi est oratrice nationale de la France insoumise, initiatrice de Nuit Debout, co-fondatrice des collectifs Jeudi noir, Génération précaire et L'Appel et la pioche. Karl Ghazi est porte-parole de la CGT commerce Paris.

Regards. Partis politiques et syndicats sont-ils fâchés à jamais ? Pourquoi cette défiance réciproque ?

Karl Ghazi. Toutes les grandes centrales “historiques” ont connu des périodes durant lesquelles elles ont été en lien étroit avec des partis politiques.

Cette histoire fait parfois “surréagir” les organisations syndicales lorsqu’elles estiment qu’un parti piétine leurs plates-bandes ou tente de leur forcer la main. Et si les syndicats n’ont pas réussi à s’adapter aux nouvelles formes d’exploitation et à construire de nouveaux points de force pour remplacer ceux qui ont été amoindris ou ont disparu, ils ont aussi pâti des échecs politiques de la gauche. Faire le procès des syndicats comme s’ils étaient seuls responsables de l’état des rapports de forces est aussi vain que de prôner l’autarcie du mouvement syndical.

Leila Chaibi. La défiance des syndicats et des syndicalistes vis-à-vis des partis politiques est légitime – la société entière est en défiance à leur égard ! À juste titre, ils sont perçus comme des machines électorales déconnectées de la réalité, qui ne servent que leur intérêt propre. D'un autre côté, partout où les syndicats sont présents et en capacité de mobiliser, ils sont utiles. Le problème est qu'une majorité des gens qui travaillent aujourd'hui dans ce pays passe sous les radars des syndicats. De la même manière, une part presque majoritaire de la population ne voit plus l'intérêt de se déplacer pour aller voter. Les mouvements et partis politiques doivent aller chercher ces abstentionnistes.

Regards. Faut-il, comme le suggère Jean-Luc Mélenchon, remettre en cause la charte d'Amiens ?

Karl Ghazi. La Charte d'Amiens n'est ni à considérer comme un livre saint, ni à jeter aux orties, même si elle fait l'objet d'un fétichisme suspect et qu'elle est citée à tort et à travers. Elle est souvent brandie comme un emblème du refus de la politisation de la lutte syndicale alors qu'elle affirme, à l'inverse, le rôle politique propre du syndicat. Une chose est de défendre l'autonomie du mouvement syndical. Une autre est de se servir de la Charte afin d'exiger sa totale "imperméabilité". La question, toujours ouverte, est celle de la place et du rôle de l'organisation syndicale dans la lutte pour la

transformation sociale. Pas celle de son isolationnisme !

Leila Chaibi. Je suis d'accord. Mais franchement, ce genre de débat est l'illustration même de l'entre-soi de ce qu'on appelle le "mouvement social". L'important est la manière dont on arrive à mobiliser un maximum de gens. Là où il y a des syndicats qui mettent des salariés en mouvement, très bien. Mais si, ailleurs, des gens descendent manifester ou s'organisent pour défendre leurs conditions de travail après avoir entendu Mélenchon à la télé ou parce que des insoumis sont venus leur donner un coup de main, je ne me vois pas leur dire : « Bon les gars, oubliez-nous, attendez que les syndicats viennent vous voir, parce qu'on est obligé de respecter un accord qui date de 1906 et qui s'appelle la Charte d'Amiens ».

Karl Ghazi. Ni "entre-soi", ni sectarisme ! Je répète qu'il ne faut pas faire dire à la Charte d'Amiens ce qu'elle ne dit pas. Il ne faut pas confondre, non plus, grève et manifestation de rue. Faire grève, bloquer la production, demande une présence physique de délégués dans l'entreprise. Le volontarisme venu de l'extérieur, ça a déjà été testé : ça ne marche pas ! On n'innove pas en faisant fi de l'expérience.

Leila Chaibi. Je voulais juste rappeler que si la France insoumise a été accusée de marcher sur les plates-bandes

des syndicats, c'est parce qu'elle avait osé appeler les salariés, mais aussi plus largement tous les citoyens qui n'avaient pas la possibilité de se rendre aux manifs syndicales du mardi après-midi, à une marche en week-end contre la loi Travail.

Regards. Quelles convergences sont possibles à l'avenir entre syndicats, politiques, intellectuels, etc. ? Comment redonner du souffle au mouvement social ? Et à quelle(s) échéance(s) ?

Karl Ghazi. Le gouvernement estime pouvoir se passer de toute concession, mettant au passage en difficulté même les idiots utiles d'autrefois. C'est la conséquence d'un rapport de forces très défavorable. Cela pourrait devenir insurmontable si un élan unitaire et salutaire ne conduit pas tous ceux qui veulent résister à Macron à proposer une autre politique. Les forces politiques, syndicales, intellectuelles et associatives anticapitalistes et / ou antilibérales connaissent une phase de faiblesse historique. Elles ne peuvent s'en sortir qu'en réunissant leurs forces plutôt qu'en échangeant des anathèmes. Pour y parvenir, il faut favoriser l'émergence de lieux permanents de rencontres, de débats et surtout... de prises de décisions concrètes ! Quant à l'échéance, le plus vite sera le mieux.

Leila Chaibi. Évidemment que cette convergence est importante. Il y a deux

ans, si on était parvenu à faire la jonction entre Nuit debout et le mouvement syndical traditionnel, on aurait peut-être réussi à faire tomber la loi El Khomri. Mais la priorité, c'est d'arriver à mobiliser tous ceux qu'on ne voit ni dans les manifs, ni dans les syndicats, ni aux urnes. Parce que l'addition des forces militantes existantes ne suffit pas aujourd'hui à peser suffisamment dans le rapport de forces. Ce n'est pas en se réunissant entre elles dans un entre-soi nombriliste que les forces sociales deviendront suffisamment fortes pour faire tomber le gouvernement. Il s'agit au contraire d'être tourné vers l'extérieur, inclusif.

Karl Ghazi. Il ne s'agit pas d'addition, mais de dynamique. Donner des perspectives unitaires aux militants, ce n'est pas une condition suffisante, mais nécessaire ! Sauf à penser que l'on peut se passer de militants... Ce qui serait le comble du nombrilisme.

Regards. Il y a eu plusieurs appels à la grève ces derniers mois, mais aucun appel à la grève reconductible ou à la grève générale. Est-ce qu'il ne faut pas renouveler les pratiques ? Et comment ?

Karl Ghazi. L'obstacle ne se situe pas principalement dans la forme que l'on donne à l'appel à la mobilisation, mais dans nos capacités à mobiliser. Est-il nécessaire de rappeler qu'au congrès de la CGT de mars 2016, son secrétaire

général avait appelé à « mettre partout en débat la grève reconductible » contre la loi El Khomri ? Notre première préoccupation doit porter sur la présence réelle des organisations syndicales et politiques dans les entreprises et parmi les travailleurs les plus exploités. Quant à la forme, la seule qui vaille est celle qui pèse sur les profits : en bloquant la production, en touchant à l'image et en veillant constamment à désenclaver les conflits. Une bonne pratique, c'est une pratique qui fonctionne.

Leila Chaibi. La grève générale ne se décrète pas. Même lorsqu'on est en CDI ou fonctionnaire, il est compliqué de se mettre en grève rien qu'une fois par mois, et de perdre une journée de salaire quand on a déjà du mal à boucler les fins de mois. Alors quand on est précaire, en CDD, en intérim, ou autoentrepreneur, vous imaginez... Pour renverser le rapport de forces, il y a un chantier prioritaire : casser la résignation et le sentiment d'impuissance qui s'est installé dans la tête des gens. En partant de leurs préoccupations quotidiennes, locales, et en les aidant à mener des actions coup de poing ou médiatiques

autour de revendications très concrètes, et obtenir des victoires. En somme, faire du syndicalisme urbain, à l'échelle d'un quartier !

Karl Ghazi. C'est ce que fait le syndicalisme. Nous avons multiplié ce genre d'actions dans les Monoprix, par exemple. Mais nous tenons à le faire avec les salariés. Et le problème reste l'absence des syndicats dans un grand nombre d'établissements. À cela, point de raccourci.

Leila Chaibi. Le syndicalisme inscrit son action sur les lieux de travail. Je parle ici de développer en parallèle une approche territoriale, à l'échelle d'un quartier, où il y a des opportunités de mobilisation des habitants autour de revendications qui cristallisent les contradictions et la violence du capitalisme.

Karl Ghazi. Le syndicalisme ne se suffit pas à lui-même. Développer d'autres types d'action est indispensable : c'est le rôle des associations et des partis politiques. D'où la nécessité d'un front large.

Regards. Face à la violence sociale et devant un gouvernement qui refuse le dialogue, quelle violence est légitime pour les militants et les sympathisants syndicaux ?

Leila Chaibi. Quand les formes instituées du “dialogue social” ne fonctionnent plus, quand, face à un pouvoir qui vous ignore, on a épuisé en vain les leviers classiques et légaux de la contestation démocratique, il est légitime de recourir à d’autres moyens pour se faire entendre. En ayant toujours en tête que pour être efficace et légitime, une action doit à la fois exercer un pouvoir de nuisance sur l’adversaire, et obtenir un assentiment populaire.

Karl Ghazi. La résistance de l’exploité contre l’exploiteur ne soulève pas de problème de légitimité. Ce sont ses formes légales et institutionnelles qui sont aujourd’hui remises en cause. La vraie question porte sur les choix tactiques : je considère que les seules limites à l’action sont celles posées par l’assentiment de ceux qu’elle concerne et par le souci d’unir notre camp.

● **ENTRETIEN PAR PIERRE JACQUEMAIN**

Jean-Claude Mailly déclare forfait

À en juger par son passage sur France Inter ce matin, le secrétaire général de FO ne croit plus en la lutte contre les réformes du gouvernement. S'il ménage ce dernier, est-ce pour ménager son propre avenir ?

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ? À en croire le grand entretien de ce matin, sur France Inter, du secrétaire général de Force ouvrière, c'est ce que nous serions en mesure de penser des réformes en cours, imaginées et rédigées sous les ors de la République. Des ors que, visiblement, Jean-Claude Mailly affectionne tout particulièrement puisqu'il avoue lui-même avoir un contact régulier et constructif avec le chef de l'État : « Un dialogue est possible avec Emmanuel Macron (...). C'est très cash mais ce n'est pas le ni oui ni non comme avant ».

DÉFAITISME ET COMPLAISANCES

Comprenez que pourra. S'il reconnaît quelques points de désaccord ici et là avec l'actuelle majorité, de toute manière « il n'y a pas d'alternative », lance-t-il. Donc pas d'autres choix que d'avancer. Et d'acquiescer sans broncher, doit-on comprendre.

Il n'y a pas d'alternative parce que selon le syndicaliste il n'y aurait pas non plus « d'opposition crédible » dans le pays. Jean-Luc Mélenchon appréciera. Et ça n'est pas tout. Interrogé par Léa Salamé sur la mobilisation à venir concernant la réforme de la SNCF et plus généralement sur l'ensemble des réformes, l'apprenti devin dit « ne pas sentir les salariés avoir envie de descendre massivement dans la rue de manière interprofessionnelle », tout en concédant être « prudent en termes de météo sociale ».

Sans doute Jean-Claude Mailly se souviendra-t-il longtemps de cette séquence, très largement critiquée par les auditeurs et sur les réseaux sociaux pour sa complaisance à l'égard du pouvoir en place. Nicolas Demorand lui lancera même un : « Vous êtes plus réformistes que les réformistes ».

Voilà plusieurs mois déjà que la stratégie de Jean-Claude Mailly à l'égard du gouvernement laisse les commentateurs politiques pantois. Ainsi a-t-on entendu le pa-

tron de FO saluer régulièrement le travail de l'actuelle ministre Murielle Pénicaud, cheville ouvrière des réformes en cours. « Il se cherche une autre posture, c'est un peu illisible », a-t-on même entendu sur l'antenne de RTL.

ATTERRISSAGE EN VUE

Pourtant, en se projetant quelques semaines en avant, la lecture pourrait s'avérer bien plus lisible. Après quatorze années à la tête de FO, Jean-Claude Mailly quittera son mandat actuel de secrétaire général en avril prochain. Lors de la loi travail version Pénicaud – sur laquelle il s'était montré fort peu exigeant – plusieurs mauvaises langues le projetaient en mission gouvernementale, voire à la tête du Bureau international du travail, ce qu'il a démenti.

Il a redit ce matin sur Inter son intention de travailler à l'avenir sur l'implantation syndicale à l'étranger et à l'insertion des jeunes. Dont acte. Le message est passé. Nul doute que tout cela a d'ores et déjà

été négocié, dealé, concerté, consulté – et tout autre chose qu'un syndicaliste habitué des ors de la République sait faire. Ce matin, vu le ton, les mots et l'humeur choisis par Jean-Claude Mailly pour aborder une fois encore les contre-réformes en cours, les militants de Force ouvrière ont dû se sentir bien seuls. Presque abandonnés. Trahis ? L'avenir le dira. Ils se réjouiront sans doute d'avoir compris à travers ce discours si poli que l'atterrissage de leur patron est assuré.

Au cours de ce grand entretien sur les ondes du service public, Jean-Claude Mailly a également lancé : « On ne peut pas laisser entendre que les difficultés de la SNCF soient liées au statut du cheminot ». Et même s'il n'est pas le seul, on est désormais en droit de laisser entendre que les difficultés du syndicalisme français sont pour partie liées à l'abandon par Jean-Claude Mailly – en bout de course – de la défense des travailleurs. Triste sort pour ceux et celles qui luttent aujourd'hui. ● **PIERRE JACQUEMAIN**

Qui veut la peau des syndicats ?

À la veille de la journée de mobilisation des retraités et des personnels des Ehpad, les syndicats sont malmenés et fragilisés par un gouvernement qui entend bien les contourner. En témoigne, l'évolution sémantique de ces dernières décennies, où l'on est passé de la négociation à la seule consultation.

Les syndicats ont bon dos. Ils sont accusés de tout et (presque) n'importe quoi. Tantôt de servir de faire-valoir des politiques gouvernementales – la CFDT en tête de gondole. Tantôt montrés du doigt pour n'être que les idiots utiles d'une gauche qui ne saurait dépasser le seul cadre de la contestation – et dans laquelle la CGT serait devenue maîtresse en la matière.

Dans le paysage éclaté d'un syndicalisme qui peine à se renouveler, Jean-Luc Mélenchon ajoute une autre lecture, critique, des principales centrales : la désunion. « La bataille syndicale a été mal conduite », avait-il lancé après les mobilisations contre les ordonnances sur la loi Travail, tout en ajoutant craindre « la plus grosse défaite du mouvement ouvrier ». Et de lancer aux responsables syndicaux : « Les directions des corps inter-

médiaires peuvent-elles être autre chose que des rouages à l'intérieur d'une réalité qui fonctionne comme un bloc ? » Le leader de la France insoumise dénonçait-il le décalage entre la base des syndicats, leurs militants et sympathisants et leurs directions ? Comme un appel au dégaisme... Ce qui est vrai pour la classe politique l'est aussi pour le (vieux) monde syndical, pensait-il. Avait-il tort ? En tout cas, le message est très mal passé. Chacun se souviendra du « Keep cool mec ! » du patron de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly.

METTRE À L'ÉCART LES SYNDICATS, METTRE FIN À LA NÉGOCIATION

En réalité, le conflit qui oppose les organisations syndicales entre elles et aux forces politiques de gauche est le résul-

tat d'une stratégie gouvernementale vieille de plusieurs décennies qui, tant sur le fond que sur la forme, empêche les partenaires sociaux d'exercer pleinement leurs prérogatives. Tout a été pensé pour réduire la place des syndicats dans l'élaboration des grandes réformes qui structurent la vie de l'entreprise et des travailleurs. Jusque dans l'usage des mots. Ainsi est-on passé de la "négociation" à la "concertation" pour aboutir à la "consultation". À l'instar d'une visite médicale, les syndicats sont désormais convoqués pour des analyses spécifiques. Le diagnostic est établi de manière unilatérale et le traitement est imposé par le médecin-ministre en chef – sans dosage négociable.

Le trait semble légèrement grossi et pourtant, dans les faits, sur des réformes aussi structurantes que la loi El Khomri, par exemple, les syndicats n'ont été que consultés. Certains hauts fonctionnaires ont même évoqué des "auditions". Il est utile de rappeler, dans ce contexte, que si les syndicats ont à la fois un rôle de représentation et de proposition, ils ont principalement pour mission de négocier.

Négocier avec les décideurs publics. Négocier avec les entreprises.

La loi Travail, achevée via ordonnances par le gouvernement Philippe II, donne désormais un coup d'accélérateur à cette tendance – qui vise à affaiblir le pouvoir de négociation des partenaires sociaux dans l'entreprise. Pour favoriser un meilleur équilibre et une meilleure égalité des droits des travailleurs, les négociations s'établissaient auparavant à l'échelle des branches professionnelles, c'est-à-dire que les personnels d'une entreprise qui comptabilisait moins de dix salariés – dans laquelle il n'y avait pas de représentants syndicaux – bénéficiaient des accords collectifs négociés au sein de la branche.

Désormais, depuis la loi Travail dite "XXL", la négociation se fait à l'échelle de l'entreprise. Or, 98 % des entreprises françaises ont moins de cinquante salariés. Parmi celles-ci, seules 4 % comptent un délégué syndical. Pour ces entreprises, largement majoritaires dans le paysage économique français, cela signifie que les salariés se retrouvent désormais seuls à négocier, parfois en tête-à-tête,

avec leur patron. Les syndicats, désormais écartés de l'objet de la négociation dans l'entreprise, n'auront donc plus prise sur les rapports de domination qui existent – et qui font la chair des partenaires sociaux – entre l'employé et l'employeur. C'est toute une conception des rapports de forces au sein de l'entreprise qui s'écroule.

DU PARITARISME À L'AUTORITARISME

Et ce n'est pas fini. Emmanuel Macron est plein de ressources. Le président de la république à même envisagé un temps de toucher à l'une des prérogatives les plus importantes des partenaires sociaux, la gestion de l'assurance chômage. Une nouvelle manière de dessaisir, voire de désavouer, les syndicats et leur histoire sociale. La menace était provocante, la méthode brutale.

L'enjeu pour Emmanuel Macron, comme ça l'était déjà pour Nicolas Sarkozy et François Hollande, c'est d'affaiblir les syndicats. De les mettre sur la touche. Et de les ringardiser. « Un monde poussièreux fait de postures », avait lancé un conseiller ministériel de l'ère El Khomri. « Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit », avait déjà prétendu le chef de l'État en juillet 2009. Six mois plus tard, il faisait face à l'une des plus grandes manifestations de salariés depuis deux décennies.

Car c'est aussi la force des syndicats : l'imprévu. Parfois, le mouvement social ne prend pas. Et puis, tout à coup, une

jeunesse, une exaspération, une colère, une crise, un mot de trop et tout s'emballe. Sans que l'on parvienne toujours à l'expliquer. Et en même temps (sic), c'est aussi une intention bien mal dissimulée de l'exécutif : renvoyer les syndicats à la seule posture contestataire. Ainsi les mots « archaïques » et « conservateurs » bruissent-ils de la bouche de ceux qui nous gouvernent lorsqu'il s'agit d'évoquer les syndicats.

C'est pourtant ignorer les 42 200 accords entre les employeurs et les représentants du personnel dans l'entreprise et le millier d'accords de branche conclus au cours de l'année 2016 (selon les dernières données accessibles du ministère du Travail). Signe d'une certaine vitalité du dialogue social et du rôle des partenaires sociaux, près de 80 % des accords sont d'ailleurs signés par les syndicats. Une politique du compromis largement plébiscitée et qui peut en étonner plus d'un. Suivez mon regard, à gauche.

CONTRE-RÉVOLUTION DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Mais au fond, pourquoi Emmanuel Macron en veut-il autant aux syndicats ? Pourquoi les met-il sur la touche ? Pourquoi verrouille-t-il le dialogue social ? Pour lire le Macron dans le texte, il faut aller à l'essentiel. Son essentiel. Et l'essentiel, pour lui, c'est l'efficacité. Or pour le président de la République, les syndicats ne sont essentiellement pas efficaces. Parce qu'il convient avant tout de créer de la richesse. De favoriser la croissance.

De libérer les contraintes des entreprises. Et le syndicat est une contrainte quand il faut au contraire « laisser faire, laisser passer ». C'est-à-dire intervenir le moins possible. Sans régulation et sans contre-pouvoir.

Dans cette perspective, le social ne peut être que la remorque de l'économie. Il s'agit, pour les libéraux de cette trempe, de distribuer les miettes issues des richesses produites. La fameuse théorie du ruissellement. Le social est ainsi subordonné à l'économie. Et dans cette pensée complexe, la régulation ne peut se faire que par les compétences. Adieu, donc, aux corps intermédiaires. Lorsqu'il remet en cause la gestion paritaire de l'Unedic par exemple, Emmanuel Macron ne pense pas une politique sociale. Il pense « économies d'échelle », il pense « gestion ». Sans doute pense-t-il aussi « austérité ». Il pense « gouvernance ». Il pense « technostructure ». Il pense comme un chef d'entreprise qui doit gérer un intérêt particulier. Et pas l'intérêt collectif. Ainsi sommes-nous passés d'une république sociale dans laquelle la place des syndicats était centrale et structurante pour la défense des intérêts collectifs – et ceux des travailleurs – à une start-up nation dans laquelle les « gestionnaires » de Bercy et autres cost killers, tout droit sortis de l'ENA, règnent en maîtres pour assurer la jouissance des intérêts de quelques-uns – ceux des entrepreneurs. En quelques mois seulement, face à la désunion des syndicats, mais aussi à un pouvoir jusqu'au-boutiste, un siècle

de luttes et de victoires sociales s'est effondré. Et si les conséquences sur les conditions de vie de l'immense majorité des travailleurs ne sont pas encore totalement perceptibles et restent de nature « idéologiques » pour certains, la révolution, ou plutôt la contre révolution que vient de connaître le monde du travail, sur la régulation des rapports de force au sein de l'entreprise, laisse augurer du pire. La masse des travailleurs n'a rien à gagner, tout à perdre au contraire, devant des syndicats fragilisés aux pouvoirs limités.

Reste aux partenaires sociaux de se réinventer pour mieux s'imposer. Et aux travailleurs de prendre conscience des rapports de domination qui s'imposent à eux. Ce qui devrait advenir très vite une fois passés quelques accords d'entreprise sur le temps de travail, sur les salaires ou sur le licenciement économique, après validation et imposition à tous – par exemple, une augmentation du temps de travail pour une rémunération en baisse et une suppression d'effectifs dans l'entreprise, comme certains en font les frais en ce moment...

Pendant ce temps, Outre-Rhin, le très puissant syndicat de la métallurgie IG Metall, après négociations, vient d'obtenir une réduction négociable du temps de travail et une hausse des salaires de 4,3% pour près de quatre millions de salariés. Une hausse qui pourrait même se propager. Voilà qui devrait, si ce n'est en convaincre, au moins en inspirer plus d'un. ● **PIERRE JACQUEMAIN**



L'EUROPE EN ÉBULLITION

Italie, les leçons d'un tsunami

Les élections italiennes, marquées par la poussée de l'extrême droite et du populisme du M5S, ont sanctionné aussi bien la droite que la gauche de gouvernement et la gauche radicale. Ces échecs font place à l'inquiétude.

Les élections italiennes du 4 mars traduisent un bouleversement majeur du champ politique italien. Selon les chiffres quasi définitifs, la coalition de droite recueille 37% des voix, le Mouvement 5 étoiles (M5S) 32,64% et la coalition de centre-gauche 22,85%.

C'est un réel succès pour le M5S qui s'impose comme la première force – et de loin – de la péninsule et peut raisonnablement prétendre gouverner le pays, s'il trouve des alliés pour former une majorité.

MAELSTROM À DROITE

La coalition de droite était emmenée par l'inusable Silvio Berlusconi, 82 ans, revenu de tout sauf de lui-même. Composée de Forza Italia, le parti de l'ancien

président du Conseil, mais aussi de la Lega, projection nationale de l'ancienne Ligue du Nord et d'un petit parti post-fasciste Fratelli d'Italia, héritier du MSI, c'est peu dire que l'appellation centre-droit pour cette coalition est pour le moins exagérée.

Le résultat des élections dimanche témoigne d'une réorganisation complète des rapports de forces au sein de la droite italienne. Le parti de Berlusconi, qui obtenait encore 22% aux précédentes élections de 2013, atteint péniblement les 14%, quand la Lega recueille 17,4% des suffrages contre seulement 4,08% en 2013.

Le pari de sortir de ses bastions du Nord en surfant sur la question des migrants permet donc à ce parti d'extrême droite

de s'imposer comme la principale force à droite. Si l'on ajoute les 4,3% de Fratelli d'Italia, qui fait plus que doubler son score, il apparaît clairement que la coalition est nettement marquée à l'extrême droite.

LES APPRENTIS SORCIERS DU MODE DE SCRUTIN

Pour ces élections, le mode de désignation des députés et sénateurs avait été modifié, 37% des parlementaires étant élus au scrutin uninominal à un tour, le reste à la proportionnelle.

Selon une note de la fondation Terra Nova, rédigée par Marc Lazar, le nouveau mode de scrutin « devrait avantager les partis du centre-droit bien implantés dans le Nord du pays, favoriser le Parti démocrate dans la partie centrale du pays, son grand bastion qui tend néanmoins à se lézarder, et a priori il pénalise le Mouvement 5 étoiles (M5S, Movimento 5 Stelle), qui est fort mais reste seul. » La carte des élus du scrutin uninominal, ci-dessous, montre que les Diafoirus du centre-gauche, à l'initiative de cette modification, ont été particulièrement mal inspirés. Raz-de-marée à droite au Nord, raz-de-marée 5 étoiles au Sud et un centre-gauche réduit à presque rien. Avec 18,7% le Parti démocrate de Matteo Renzi est en chute libre. Lui si moderne, si dynamique, si aimé de la presse française s'est donc révélé pour ce qu'il est : un Hollande à l'italienne qui dissout son camp en moins d'une mandature.

DÉSERT DE LA GAUCHE RADICALE

À la gauche de Renzi, rien ou presque rien. La coalition Libres et égaux, pour l'essentiel issue de scissions de gauche du Parti démocrate et emmenée par Pietro Grasso obtient 3,39% et devrait obtenir 14 sièges à la Cchambre des députés.

Pour Potere al Popolo, c'est encore pire, totalisant 1%, ce regroupement soutenu par le Parti de la refondation communiste (PRC) n'aura pas de parlementaires dans la prochaine législature. Quand on se rappelle que le Parti communiste italien comptait encore plus de 1,2 million de membres en 1990, on mesure l'ampleur de la bérézina pour la gauche radicale.

Aucune des trois forces principales en présence n'a de majorité à elle seule à la Chambre ou au Sénat. Se dirige-t-on vers de nouvelles élections après des tractations infructueuses, ou bien un accord sera-t-il finalement conclu – mais avec qui et sur quelle orientation ? Difficile à dire.

Comme dans nombre de pays, l'élection italienne donne un nouvel exemple de ce qu'est la force du «dégagisme» en Europe. Mais le résultat de ce scrutin montre aussi que dégager les sortants n'est pas toujours synonyme de fin du «vieux monde». La poussée et la vitalité de l'extrême droite en Italie montrent au contraire qu'un très, très vieux monde, rance et inquiétant, refait surface.

● **GUILLAUME LIÉGARD**

Europe : danse au-dessus du volcan

**Les élections allemandes et italiennes confirment la montée de l'extrême droite, l'effondrement des partis socio-démocrates et l'aggravation des fractures inégalitaires et identitaires au sein des États-membres.
L'Union européenne poursuit sa désintégration.**

Emmanuel Macron peut-il encore espérer relancer le processus d'intégration de l'Union européenne ? À l'évidence, non. La Grande-Bretagne sortie de l'UE, le président français ne pouvait guère imaginer, en effet, s'appuyer que sur deux autres «grands» partenaires historiques : l'Allemagne et l'Italie. Seulement les récentes reconfigurations des paysages politiques allemands et italiens viennent largement oblitérer cette perspective.

MERKEL AFFAIBLI, LE SPD DISCRÉDITÉ

Les résultats électoraux en Allemagne ont, on le sait, considérablement affaibli l'autorité d'Angela Merkel. La chancelière allemande ne dispose sans doute plus du crédit nécessaire pour se lancer dans une nouvelle étape du processus

européen : celle qui verrait, comme on nous l'annonce depuis des décennies, l'Union européenne couronnée par un véritable gouvernement économique, doublé d'une harmonisation sociale et fiscale.

À supposer que cette promesse des dirigeants français ait un jour été d'actualité, ou même qu'ils aient un jour travaillé à la traduire dans la réalité, la chancelière – en annonçant, dimanche soir vouloir ouvrir les rangs de son gouvernement aux contestataires de l'aile la plus conservatrice de son parti – vient à l'évidence de refermer la porte.

Quant au SPD, qui s'est une fois de plus rallié au consensus au centre en acceptant de participer à une énième grande coalition, son crédit est plus que jamais entamé auprès des classes populaires, mais aussi de la jeunesse allemande (et

d'abord auprès de sa jeune base militante qui, derrière Kevin Kühnert, avait mené campagne contre cette nouvelle grande coalition et le consensus ordolibéral).

Bien plus : le SPD s'est à ce point effondré dans l'opinion que le parti social-démocrate est désormais devancé dans les sondages par une formation populiste de droite extrême et ce, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En cas d'élections anticipées, l'AfD recueillerait en effet aujourd'hui 16,5% des suffrages, contre 15% au SPD.

C'est dire combien la reconduction de la grande coalition et de l'ordolibéralisme le plus orthodoxe, loin de réduire les progrès de l'AfD, représente au contraire, pour le parti de la sinistre Alice Weidel, l'assurance et la promesse de pouvoir se présenter comme la seule forme d'opposition possible au consensus au centre.

DOUBLE FRACTURE EN ITALIE

L'effondrement de la social-démocratie italienne est, pour sa part, vertigineux. Le PD de Matteo Renzi, qui recueillait encore près de 40% des suffrages aux élections européennes de 2014, voit son score réduit de moitié, avec 19% des suffrages exprimés ce dimanche. Matteo Renzi, qui représentait il y a quelques mois encore un modèle pour Manuel Valls et Emmanuel Macron (il s'était lancé dans une réforme du droit du travail et avait cherché à réformer la constitution par la voie référendaire)

a donc logiquement démissionné de la direction du PD après avoir été évincé de celle du gouvernement.

Et, si le PD n'est pas encore devancé par la Ligue (qui le talonne tout de même avec 17,4% des suffrages), il est devenu, de toute évidence, un astre mort face au Mouvement populiste 5 Étoiles qui, avec plus de 30% des suffrages, est apparu comme une option massivement mais raisonnablement déagiste : articulée autour du slogan « Mandiamoli tutti a casa » (« Renvoyons-les tous à la maison »), la formation populiste promettait en effet de renvoyer le PD de Renzi et Forza Italia à leurs travaux européens, sans pour autant céder une voix à la Ligue.

Si le mouvement M5S, avec Luigi Di Maio, ne promet sans doute plus une sortie des traités européens, son hégémonie rend en revanche impossible l'hypothèse d'un « renzusconisme », d'une alliance Renzi-Berlusconi ou, si l'on préfère, PD/Forza Italia, qui aurait, en dépit des séismes qui secouent toute l'Europe et singulièrement l'Italie, remis cette dernière sur les voies de l'intégration européenne. En Allemagne comme en Italie, Emmanuel Macron voit donc se dérober le sol sous ses pieds.

Il y a pire. Si l'on en croit, en effet, l'analyse des résultats de la carte des élus du scrutin uninominal publiée par La Stampa, l'Italie, comme tous les pays européens, est aujourd'hui doublement fracturée, divisée. En l'espèce, divisée entre une Italie du Nord vieillissante d'une part qui, avec la Ligue, s'est massivement prononcée en faveur de la poursuite des

politiques d'austérité néolibérale, et une politique hostile aux migrants. Et une Italie du Sud encore jeune, d'autre part qui, avec le M5S, affiche la volonté, même vague et par défaut, d'une mise à distance du consensus au centre ; la volonté de freiner le processus d'intégration européenne ; une position relativement neutre sur les migrants¹ ; une volonté d'unité nationale enfin (« Nous sommes une force politique qui représente toute la nation, du Val d'Aoste à la Sicile », a déclaré dimanche soir Luigi di Maio).

C'est qu'en effet, la Ligue ne fait pas seulement passer une violente ligne de fracture entre Italiens et migrants d'une part, mais Italiens du nord et Italiens du sud d'autre part, c'est-à-dire entre une population vieillissante et économiquement dominante d'une part, et une population jeune et économiquement dominée d'autre part.

1. On pointera sans doute le fait que le M5S n'a pas opposé de contre-discours puissant au discours violemment anti-migrants de la Ligue. Que le mouvement populiste s'est parfois tu, quand il n'a pas laissé se développer des discours anti-immigrationnistes dans ses rangs. Et c'est vrai. Reste que le M5S a, du moins, tenté d'articuler le discours sur la crise des migrants à un discours sur les réseaux mafieux qui, de la Calabre à Vintimille, ont fait des déplacements des migrants vers la France, notamment, un marché, et corrompent l'appareil d'État italien. Quand le PD de Matteo Renzi a au contraire, en pratique, durement réprimé les tentatives d'auto-organisation des migrants, et s'est refusé (tout comme du reste comme Emmanuel Macron, d'ailleurs célébré par Robert Ménard) à reconnaître la réalité d'un véritable trafic humain, organisé par des européens en Europe.

DÉSINTÉGRATION SOCIALE ET POLITIQUE

Or c'est bien cette double fracture qui traverse, aujourd'hui, toute l'Europe : une fracture inséparablement inégalitaire et identitaire. Tout se passe en effet comme si l'aggravation des inégalités en Europe, après quarante années, bientôt, de politiques d'austérité néolibérale, de démantèlement de l'État social au nom de l'intégration européenne conduisait inéluctablement, non seulement à plus de tensions entre les États européens. Mais aussi à des tensions à l'intérieur de ces États, que celles-ci prennent la forme de tensions identitaires internes ou à l'égard des migrants, mais également la forme de tensions entre des populations de plus en plus âgées et riches d'une part, et des populations de plus en plus jeunes et pauvres d'autre part.

De récentes études d'Eurostat tendent en effet à montrer que les quelques 18 millions de femmes et d'hommes sans travail dans l'Union européenne sont aujourd'hui de plus en plus exposés au « risque de pauvreté ». Et sur ce point, la tendance est à l'aggravation continue depuis une quinzaine d'années : le risque de pauvreté est passé dans l'UE et la zone euro de respectivement 40% et 37% en 2005 à 48,7% dans les deux ensembles fin 2016 (avec un taux qui explose notamment en Allemagne à 70%, en raison des jobs à un euro, des temps partiels imposés, etc.).

Quant aux inégalités entre générations en Europe, c'est une étude du FMI lui-

même qui lance aujourd'hui l'alerte : si avant la crise de 2008, la pauvreté touchait de façon comparable les générations, les jeunes européens y sont aujourd'hui nettement plus exposés. Un sur quatre fait face à un tel risque, avec un revenu inférieur à 60% du revenu médian. Selon la même étude du FMI, les 16-34 ans détiennent moins de 5% de la richesse nette des Européens et sont aussi les plus endettés, au point que sa directrice (Christine Lagarde, qu'on soupçonnera difficilement de gauchisme), évoque « une génération qui risque de ne jamais se relever ».

C'est dire que les tensions politiques qui fracturent aujourd'hui l'Europe, et qui rendent de plus en plus improbable une relance du processus d'intégration européenne ne sont pas, ou pas seulement, de simples accidents électoraux nationaux. Mais qu'ils sont le symptôme d'une désintégration à l'échelle européenne – une désintégration aussi bien sociale que politique.

Loin d'avoir apporté la paix et la prospérité promises par ses fondateurs, l'Union européenne se révèle être un processus d'intégration désintégrateur. Et c'est sur cet abîme qu'Emmanuel Macron, et avec lui tous les dirigeants de la vieille Europe néolibérale, dansent, pareils à des hommes ivres, comme au-dessus d'un volcan.

● **GUILLAUME LIÉGARD**

Grèce : le bilan discuté du gouvernement Tsipras

Alors que l'économie grecque affiche de meilleurs résultats, la situation sociale reste critique. Près de trois ans après le mémorandum de juillet 2015, Alexis Tsipras a-t-il trahi ses idées ou obtenu le meilleur compromis possible ?

« La Grèce est de retour ! », a lancé Alexis Tsipras, le premier ministre grec issu de Syriza (parti de la gauche grecque), vendredi 2 mars au Forum économique de Delphes. À ce «Davos des Balkans», le parterre de dirigeants économiques et politiques n'était pas vraiment acquis à sa cause.

Mais le chef du gouvernement a poursuivi : « La Grèce est passée en 2017 de la récession à la croissance. Le taux est estimé supérieur à 2% pour 2018 comme pour les prochaines années. Le chômage, en trois ans, a chuté de 7% et la tendance est à la baisse ». Le lundi 5 mars, l'Autorité grecque des statistiques (Elstat), confirmait ce propos : en 2017, le Produit intérieur brut (PIB) national a progressé de 1,4% après une récession inédite de huit ans.

« NOUS SOMMES À GAUCHE EN PRATIQUE, PAS SEULEMENT EN PAROLES »

Ce retour de la Grèce, Alexis Tsipras l'avait déjà invoqué le 14 février. « Nous sommes plus à gauche que Mélenchon, a déclaré le leader grec. Nous, nous sommes à gauche en pratique, pas seulement en paroles. Nous avons créé plus de 300.000 emplois depuis 2015 (...) Greece is back. Notre obsession n'est pas de revenir à l'époque où les gouvernements ne pensaient qu'à dépenser plus, mais de créer plus d'emplois. »

Esquisse de bilan, donc, en réponse à Jean-Luc Mélenchon et au Parti de gauche qui, le 31 janvier, avaient réclamé dans un communiqué que Syriza soit exclu du Parti de la gauche européenne (PGE). « Pour le PG, comme sans nul

doute beaucoup d'autres partis du PGE, il est en effet devenu impossible de côtoyer, dans un même mouvement, Syriza d'Alexis Tsipras. ». Et d'ajouter que le premier ministre grec poussait « sa logique austéritaire jusqu'à limiter le droit de grève, répondant ainsi toujours plus servilement au diktat de la commission européenne ». Quel est le prix social, politique et idéologique de cette évolution de la Grèce, interrogeait en substance le chef de file de la France insoumise...

Cette question est aussi posée en Grèce où Alexis Tsipras est controversé. Par son opposition parlementaire, la Nouvelle démocratie (droite) et le Pasok (social-démocrate), d'abord. Ces deux partis se sont partagés le pouvoir depuis la chute de la dictature des colonels, en 1974 ; ils n'ont toujours pas pardonné à Syriza et à son leader d'avoir conquis la majorité en 2015.

À gauche de Syriza, le KKE, parti communiste particulièrement dogmatique, a d'emblée refusé toute alliance. Il continue d'affirmer que la seule voie possible est la sortie de l'Union Européenne. Unité populaire – qui regroupe notamment Panayotis Lafazanis, Christos Issychos... et d'autres figures phares de Sy-

naspismos, un des ancêtres de Syriza – a comme ligne la critique radicale des mesures prises en Grèce.

« TSIPRAS N'A PAS ÉPOUSÉ LE NÉOLIBÉRALISME »

Il en est de même avec Cap vers la liberté, le mouvement créé par Zoe Konstantopoulou, présidente du Parlement grec entre janvier et septembre 2015. Enfin, Yannis Varoufakis, qui fut ministre des Finances entre janvier et juillet 2015, dénonce aussi l'orientation du gouvernement et devrait présenter des listes aux élections européennes de 2019 avec son mouvement Diem 25.

Malgré leurs divergences actuelles, ils critiquent tous la signature par Alexis Tsipras, le 13 juillet 2015, d'un troisième memorandum, c'est-à-dire un accord de prêt entre la Grèce et ses créanciers (UE et BCE) en échange de mesures d'austérité à appliquer. Il s'ensuit une rupture au sein de la « coalition de la gauche radicale ». Car les scissionnistes avaient une conviction : la force de la Grèce était les résultats du référendum du 6 juillet. Les Grecs avaient alors voté à plus de 61% contre un nouveau memorandum et une politique de mise sous tutelle du pays par les créanciers.

Malgré tout, Alexis Tsipras est rentré avec, dans ses bagages, un nouvel accord... qu'il a demandé aux députés de voter. « Nous ne pensons pas que ce soit un changement idéologique d'Alexis Tsipras. Il n'a pas épousé le néolibéralisme. Mais c'est le résultat d'un rapport de forces au détriment d'un petit pays dans un UE très majoritairement menée par les libéraux et les conservateurs, allemands notamment », explique à Regards Anne Sabourin, en charge de la politique européenne du PCF et représentante de ce parti au PGE.

Christos Kanellopoulos, membre du département international de Syriza, partage ce point de vue : « Un gouvernement de gauche ne peut pas réussir seul surtout si son pays est petit et au bord de la faillite ». Il ajoute qu'en outre, le gouvernement a dû affronter « l'obstruction des institutions étatiques et de l'oligarchie ». Le gouvernement issu de Syriza et allié au petit parti de droite souverainiste des Grecs indépendants s'est donc retrouvé isolé sur les scènes européenne et nationale. Aux yeux de Christos Kanellopoulos, ce sont là les principaux éléments explicatifs de la « défaite » qu'incarne la signature du mémorandum.

« Bien sûr, Alexis Tsipras va s'en sortir » Reste qu'en septembre 2015, Alexis Tsipras a provoqué des élections et demandé aux électeurs de soutenir sa stratégie : le vote en faveur du moins pire des accords qu'il a pu obtenir, l'application des réformes exigées, le développement d'un « programme parallèle » comportant des mesures sociales pour les plus démunis, et une sortie des mémorandums en août 2018, date à partir de laquelle il espère appliquer sa propre politique. Syriza les remporte avec un score sensiblement identique à celui de janvier, mais avec un nombre d'électeurs moindre.

Depuis, Alexis Tsipras et son gouvernement suivent la voie promise. La stratégie de la signature s'avérera-t-elle gagnante ? Christos Kanellopoulos veut y croire : « Alexis Tsipras est l'un des meilleurs stratèges et tacticiens en Europe. Il a même réussi à diviser ND ».

« Bien sûr, Alexis Tsipras va s'en sortir », admet Yannis Albanis. Ancien membre de Syriza et du bureau de presse d'Alexis Tsipras, y compris pendant le premier semestre 2015, il s'interroge toutefois sur le prix que Syriza et son leader ont payé « pour survivre ». Pour lui, un « nouveau système de partis a émergé en Grèce : il

repose sur Syriza et ND ». Mais c'est sur fond de hausse de la désaffection politique, d'une part, et d'une perte de tout espoir. En cause ? La situation sociale en Grèce, notamment.

Dans ses discours, Alexis Tsipras répète deux faits : le chômage est en baisse et les indicateurs macro-économiques sont meilleurs. Sauf que ce gouvernement est celui qui a dû faire passer de nouvelles baisses des pensions, des hausses des taxes, des privatisations et même la limitation du droit de grève quand les précédents avaient déjà aboli les conventions collectives, baissé le salaire minimum de 22% (520 euros désormais) et de 32% pour les jeunes de moins de 25 ans, réduit les indemnités de licenciement, ou encore libéralisé les licenciements collectifs. Autant de politiques sur lesquelles Syriza avait promis de revenir.

« IL N'Y A PLUS D'ESPOIR DANS LE PAYS »

En outre, si le chômage est passé de 25% en 2015 à 21% aujourd'hui, cette diminution s'est faite « au prix de la flexibilisation et de la précarisation », selon

Savas Robolis, Professeur d'économie émérite à l'Université Panteion. En Grèce, un travailleur sur cinq n'est pas déclaré du tout et 200.000, au moins, travaillent à plein temps, alors qu'ils sont déclarés à temps partiel auprès du ministère du Travail. 300.000 autres travailleurs sont embauchés comme indépendants et doivent donc s'acquitter eux-mêmes de leurs cotisations sociales.

Plus de 50% des nouvelles embauches se font à temps partiel. Enfin, ils sont nombreux à ne travailler qu'une ou quelques heures par semaine, et, comme partout dans l'UE, à être exclus des statistiques officielles. Selon Yannis Albanis, « en Attique, un tiers des salariés gagnent moins que l'indemnité chômage ». Dans ce contexte, la pauvreté se maintient à un niveau élevé – alors que le seuil de pauvreté a baissé depuis 2010. Sur le plan macroéconomique aussi, les indicateurs masquent des contradictions. À deux reprises, la Grèce a réussi son retour sur les marchés. Elle semble donc regagner la confiance des investisseurs. En outre, le pays a renoué avec la croissance. Cependant, il avait perdu

près d'un quart de PIB entre 2010 et 2015. Au rythme actuel, il faudra donc plusieurs décennies pour arriver au niveau de production de 2010. Les exportations sont en hausse, mais les importations aussi. La balance commerciale du pays reste donc déficitaire.

« Il n'y a plus d'espoir dans le pays », estime Yannis Albanis. Pour lui, la société est marquée par « un sentiment d'amertume et un pessimisme personnel et collectif ». Christos Kanellopoulos affirme, de son côté, que dès la sortie du mémorandum, « la priorité sera le marché du travail » – c'est-à-dire une politique aux impacts directs sur la population.

Mais Alexis Tsipras aura-t-il les mains libres ? À micro-fermé, des hauts fonctionnaires européens le reconnaissent : « Ce gouvernement sera, plus que tout autre, scruté quand il aura recouvré son autonomie ». À Delphes, deux représentants des institutions européennes, Klaus Regling et Dan Castello, allaient encore plus loin : l'UE surveillera de près la Grèce et son gouvernement. Sans mémorandum, mais avec des consignes claires à respecter.

● **FABIEN PERRIER**

L'Espagne s'enfonce dans la crise indépendantiste

Après plusieurs mois d'exil, l'ex-président de la Catalogne Carles Puigdemont a été arrêté en Allemagne, dimanche 25 mars. Madrid poursuit dans la voie de la répression face à la légitimité démocratique catalane.

Et si on prenait des nouvelles de la «transition démocratique» espagnole ? Eh bien, la tragi-comédie catalane continue et l'Union européenne ferme les yeux, encore et toujours. Depuis des mois, Madrid peut perquisitionner des urnes, tabasser des citoyens dans les bureaux de vote, mettre des élus en prison.

Rien n'y fait. Mariano Rajoy, le premier ministre espagnol, membre d'un des partis les plus corrompus d'Europe, est intouchable, imperturbable. Pire, il vient d'obtenir un soutien de taille. Dimanche 25 mars, Carles Puigdemont, l'équivalent catalan de Rajoy, a été arrêté en

Allemagne, conséquemment au mandat d'arrêt international qui le visait.

INTROUVABLE INDÉPENDANCE

Ne soyons pas dupes. Carles Puigdemont, président de la Généralité de Catalogne en exil depuis le mois d'octobre, n'est pas un martyr de la démocratie. Leader de la droite catalane, lui et les siens sont des indépendantistes d'avant-hier. Leur seul désir : avoir une plus grosse part du gâteau fiscal espagnol. Pour cela, ils ont bien joué la carte culturelle, « la Catalogne est une

nation », etc. Pourtant, dans ces lignes, il faut défendre cet individu peu recommandable.

Reprenons brièvement le fil de l'histoire. Été 2017, la droite indépendantiste, avec l'aide d'ERC mais aussi de la CUP, respectivement la gauche et l'extrême gauche indépendantistes, entame un nouvel acte dans le bras de fer entre Barcelone et Madrid. Chaque camp sort son arme fatale : déclaration unilatérale d'indépendance (DUI) contre article 155 de la Constitution espagnole, lequel permet au pouvoir central de mettre une autonomie sous tutelle.

Lors du référendum du 1er octobre, la Guardia civil fait irruption en Catalogne, une première depuis la fin de la dictature franquiste. L'indépendance sera proclamée le 27 octobre avant d'être niée par ceux-là mêmes qui l'ont déclarée. Madrid n'apprécie guère ces ambiguïtés. Les Catalans non plus, bien que pour d'autres raisons. Mariano Rajoy pense alors résoudre la situation par des élections régionales anticipées. Sans aucune surprise, les indépendantistes l'emportent à nouveau. Entretemps, Carles Puigdemont s'est réfugié à Bruxelles et plusieurs membres de son ancien gouvernement ont été mis derrière les barreaux.

DÉNI DE DÉMOCRATIE

Depuis, rien n'a vraiment changé. Madrid refuse que Puigdemont soit réélu président de la Generalitat. Le 23 mars

dernier, Jordi Turull est lui aussi arrêté et mis en prison. Il était sur le point d'être investi à la place de Puigdemont. Jusqu'où cette farce ira-t-elle ? Le PP de Rajoy, qui n'a même pas obtenu 5% des voix aux élections catalanes, pourra-t-il continuer longtemps à mettre en prison tout prétendant à la présidence de la Catalogne, niant ainsi le vote des citoyens, de ses citoyens ?

Mariano Rajoy ne connaît qu'une stratégie politique : ne rien faire. Le temps qui passe a toujours joué en sa faveur. De plus, la division manichéenne de la crise catalane, entre pro et anti indépendance, pose un sacré problème à toute alternative. Podemos, mais aussi les nombreux partisans d'une négociation entre Madrid et Barcelone, sont inaudibles.

Le gagnant de cette mascarade démocratique pourrait être Ciudadanos. Le petit parti de centre-droit est devenu une alternative crédible à la posture du PP, jugée par certains trop attentiste. Car oui, pour certains, mettre tous ses opposants en prison, ça n'est pas suffisant. De son côté, la gauche catalane semble s'écarter de son allié de droite et esquisser une nouvelle stratégie, moins radicale. En attendant, le prochain épisode est prévu au plus tard le 22 mai. Le parlement catalan a jusqu'à cette date pour proposer un nouveau candidat à la présidence de la région. Alors, qui veut aller en prison ?

● **LOÏC LE CLERC**



PAR DELÀ NOS FRONTIÈRES

Forum Social Mondial 2018 au Brésil : fabrique de résistance mondiale

Une semaine après son retour du Forum Social Mondial à Salvador de Bahia au Brésil, la députée européenne Marie-Pierre Vieu revient sur la situation sociale au Brésil et en France, à la recherche de convergences pour construire «un autre monde possible.»

Du 12 au 17 mars, j'étais présente en tant que députée européenne au Forum Social Mondial de Salvador de Bahia au Brésil où je représentais mon groupe de la Gauche Unie Européenne.

Ma présence tenait d'abord à des motivations politiques, relatives aux combats qui se mènent en Amérique latine. Ces combats, ils étaient au cœur de l'audition de Dilma Rousseff par notre groupe en novembre dernier à Bruxelles, où l'exprésidente nous avait décrit le déchaînement des forces capitalistes, des gouvernements américains et européens sur le Parti des travailleurs et Lula dans la perspective des nouvelles échéances électorales, la férocité du coup d'Etat

institutionnel que subit le pays jour après jour.

Cela m'avait alertée, mais j'étais bien en deçà de mesurer la nature et la violence de cet affrontement : l'ampleur du délitement des bases démocratiques et des fondations sociales du Brésil. On y désintègre les services publics, pille les ressources naturelles, pollue sciemment ; les agressions racistes sont banalisées comme des actes ordinaires tandis qu'on assiste à une militarisation croissante de l'espace public sous prétexte de sécurité.

J'ai bien conscience d'user de termes que l'on emploie aisément dès qu'on procède à l'inventaire des politiques

capitalistes. Sauf qu'ici, il n'est pas de limites à leur mise en œuvre : le pays est au bord de l'asphyxie, le peuple à l'agonie.

Mercredi 14 mars, Marielle Franco femme, noire, militante LGBT, symbole formidable du renouvellement militant sud américain, dénonçant quotidiennement les exactions policières, était sommairement exécutée. « Arrêtez de tuer nos jeunes ! » répétait elle avant de tomber à son tour, provoquant un mouvement populaire spontanée, révélateur de la colère accumulée. Jean-Jacques Kourliandi de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) parle, pour 2017, de 60 000 homicides, englobant assassinats crapuleux, règlements de compte et exécutions policières.

Depuis 2016 notons que ce sont entre 2,5 et 3 millions de Brésiliens qui repassent sous le seuil de pauvreté. Un autre chiffre se passe de tout commentaire, depuis la création du Mouvement des Sans Terre en 1985, ce sont les 1722 militants assassinés. La répression et le meurtre sont devenus des instruments de la régulation sociale. Il est alors cette réalité que, dans cette société brésilienne en train de basculer,

Lula apparaît comme le dernier rempart contre la barbarie.

LE FORUM SOCIAL MONDIAL DES LUTTES

L'autre raison de ma présence était relative au Forum Social lui-même. Avec mon collègue de Podemos, Xabier Benito Ziluagas, nous avons rencontré, à l'automne 2017, une délégation des associations organisatrices du Forum. Nous y avons pointé l'urgence de mutualiser nos analyses et forces autour de batailles qui mobilisaient la gauche au Parlement européen : le retrait du glyphosate et des pesticides, le refus des traités de libre-échange, la bataille contre la privatisation des barrages hydrauliques, le soutien à une agriculture paysanne dans le cadre des discussions budgétaires débutant sur le devenir de la PAC et plus généralement la défense des biens communs et services publics.

J'ai eu envie de pousser cet échange et de mieux comprendre quel était le nouvel élan du mouvement altermondialiste. Et puis, l'absence pesante de débat politique à gauche, de discuter convergences voire simplement de dialoguer, a fini de me convaincre que la relance des

luttons sociales serait le seul moteur pour reprendre le débat de perspectives. Chacun se ressource comme il peut. Pour moi, cela passait par le FSM 2018. Parmi les constats que j'en tire comme députée européenne, celui de l'urgence d'agir plus fortement à l'échelle de l'UE pour :

Renforcer le mouvement anti-MEFTA en travaillant l'unité du mouvement paysan face aux grandes entreprises agricoles transnationales. Une étude d'impact parle de la mort de dizaines de milliers d'exploitants en Amérique latine comme en France : cela démontre une nouvelle fois le caractère destructeur de cet accord pour la biodiversité et les communautés indigènes puisque l'on parle de 50 millions d'hectares de forêt pluviale amazonienne sacrifiés sur le banc du commerce international.

Replacer l'eau et de la sécurité alimentaire sous tutelle publique car ces deux problématiques sont universelles et porteuses, au même niveau, des exigences d'appropriation sociale, d'écologie et de gestion démocratique.

Défendre des politiques de transports publics prenant en comptant la protection de l'environnement et les enjeux

de décarbonification mais également les équilibres territoriaux et des mouvements humains.

J'ai participé à la rédaction de trois motions allant dans ce sens et ai œuvré pour poser les bases d'actions communes entre mon groupe au Parlement européen et le Mouvement des Sans Terre. Je crois important de souligner la rôle et la force des femmes, omniprésentes dans ce FSM 2018 et au cœur de la relance du combat social ; également la place qu'a pris la solidarité aux migrants qui donnera lieu à un FSM migrants à Mexico du 2 au 4 novembre prochain.

Globaliser la lutte, globaliser l'espoir, retrouver les chemins de l'unité. Malgré le grand écart de température, le retour en France n'a pas été un choc tant la semaine sociale et les revendications que nous avons portées jeudi 22 mars dernier ont été fortes. La mobilisation sociale et la répression de ses acteurs doivent nous alerter : depuis quand notre pouvoir démissionne les instances démocratiques d'une université et jusqu'à quand notre Président continuera de se vanter de ne pas tenir compte de la rue ?

● MARIE-PIERRE VIEU

Rwanda : logique du génocide

Les ouvrages et les témoignages sur le massacre systématique des Tutsis permettent aujourd'hui de mieux comprendre sa logique infernale, mais aussi les conditions qui ont permis sa perpétration – parmi lesquelles le rôle de l'État français. Le dossier ne peut être refermé.

La comparaison est brutale, et ne dit évidemment rien de la spécificité irréductible des deux génocides les plus atroces du XXe siècle. Mais Patrick de Saint Exupéry a raison, pour réveiller les consciences – et notamment les consciences françaises – de rappeler que, si à Treblinka, « la machine de mort la plus efficace » du régime nazi, 800.000 juifs furent froidement tués en un an, on décompte près 800.000 Tutsis massacrés au Rwanda, en trois mois, au printemps-été 1994.

Ces deux massacres de masse ont deux grands traits discriminants – si l'on en croit du moins le livre majeur du sociologue néerlandais Abram de Swaan, *Diviser pour tuer*, publié il a deux ans aux éditions du Seuil. En effet, il fallait que, dans les deux cas, les États allemands et rwandais se soient d'abord emparés du monopole de l'exercice légitime de la violence, pour être en mesure de faire

face à la concurrence d'autres États, et de soutenir des conflits armés à grande échelle.

D'autre part, seul le monopole, mieux, la concentration des moyens d'exercice de la violence a pu conférer à ces états une capacité, sans égale, de massacre systématique d'une partie de leur population : paradoxalement, l'abaissement, le reflux de la violence entre individus suppose aussi la formation d'un corps de professionnels de la violence (soldats, policiers, criminels aussi) qui disposent d'armes de plus en plus efficaces, et en quantité toujours plus nombreuse. C'est en ce sens qu'Abram de Swaan peut parler de « violence asymétrique de masse », d'un type de violence étatique spécifique par son asymétrie et son ampleur : on parlera de génocide là où « des hommes tuent une masse désordonnée d'individus sans défense, et [où] leur action s'inscrit dans un cadre où l'appa-

reil institutionnel ou, à tout le moins, la tolérance tacite leur sont acquis ».

FRÉNÉSIE DESTRUCTRICE

Justement, pourquoi cette tolérance, voire cet assentiment, leur sont-ils acquis ? Sans doute faut-il compter, ici, avec tout le travail social de division de la population en catégories plus ou moins distinctes. Mais certaines sociétés ont connu une forte catégorisation sociale, sans que des massacres à grande échelle y aient été perpétrés. C'est donc le second point, si l'on peut dire, de la démonstration d'Abram de Swaan : « La violence asymétrique de masse se produit le plus souvent en marge d'une guerre ». Tant que des soldats et la population mènent un combat plus ou moins symétrique contre un ennemi qui dispose de moyens équivalents, l'éventualité d'un massacre de masse est en effet plus ou moins exclue.

Il en va autrement au lendemain d'une victoire, ou de façon paradoxale, à la veille d'une défaite. Ce n'est pas seulement que les soldats, des détenteurs de l'exercice légitime de la violence d'État, ou même la population civile, brutalisés par le conflit armé, crient vengeance, et prennent pour cible quiconque leur paraît devoir appartenir au camp ennemi. C'est aussi que la guerre, comme le dit le sociologue néerlandais, fait alors « fonction de métaphore euphorisante » : « Non seulement le massacre s'en trouve facilité, mais il se voit de plus légitimé ». Ce fut, malheureusement, le cas, à la

veille de la défaite du régime nazi ou de celle du régime rwandais.

Sans doute le processus d'extermination des juifs européens avait-il débuté bien avant que ne s'annonce la défaite du IIIe Reich. On peut même dire qu'alors qu'il venait d'entrer en conflit contre l'Union soviétique, le régime nazi commença à exterminer tous les juifs à l'arrière du front de l'Est, offrant ainsi le meilleur exemple, si l'on peut dire, de ce que peut être un régime cédant à ce qu'Abram de Swaan appelle la « frénésie des vainqueurs ». Mais reste cette énigme historique, à jamais troublante ; « dès qu'il devint évident qu'Hitler allait perdre la guerre qu'il menait sur deux fronts à la fois, il concentra de plus en plus ses forces sur la seule bataille qu'il pouvait encore gagner : la destruction des juifs d'Europe ».

Ce mode d'extermination de masse relève en fait de ce que le sociologue néerlandais nomme « le triomphe des vaincus » dont le génocide rwandais représente, écrit-il, « l'exemple à l'état pur ». Et, en effet, les forces armées rwandaises (FAR) ne se trouvèrent pas seulement en face d'un adversaire supérieur, le Front patriotique rwandais de Kagamé (FPR), s'avérant impuissantes à repousser son avancée. Elles déployèrent en fait peu d'énergie – contrairement au IIIe Reich – pour défendre les zones qu'elles contrôlaient encore ; le Hutu Power préférera consacrer presque exclusivement ses ressources et ses moyens de violence étatique et armée à tenter

d'en finir, en trois mois, avec la population tutsie. Cas de délire et de frénésie extrême d'extermination à l'approche imminente d'une défaite militaire, l'exemple du Rwanda représente l'exemple le plus parlant d'ultime tentative d'« éradication massive d'un ennemi sans défense et inorganisé, là où s'imposerait un effort extrême pour empêcher la défaite face à un ennemi offensif, armé et organisé ». Exemple de ce qu'Abram de Swaan appelle encore « passion de destruction autodestructrice », les forces organisatrices du génocide rwandais, absorbées qu'elles étaient par le processus d'extermination des Tutsis, ont en effet peiné à résister aux troupes armées et organisées du FPR qui marchait sur Kigali, la capitale rwandaise. Les FAR et les milices interahamwe ont, par exemple, consacré les ressources de la violence étatique à rassembler des familles tutsies dans un verger pour les y abattre, ou pire, dans les églises, pour les massacrer à la mitrailleuse ou au moyen de grenades à la main. Il faut le rappeler, en dépit de l'image saisissante des exactions à la machette (qui, du reste, ont parfois été fournies à la population), ces derniers ne représentent que le tiers des

massacres recensés (36%), et plus de 97% des Hutus ne prirent pas part aux massacres.

RESPONSABILITÉS FRANÇAISES

Mais si le génocide rwandais fut inséparable de l'action d'un régime étatique de concentration des moyens d'extermination, tournés contre une fraction de sa population à la veille d'une défaite militaire, c'est aussi que les forces de l'État rwandais pouvaient compter, et s'appuyer sur les ressources un autre État : l'État français. Comme le fait en effet remarquer Abram de Swaan, alors que les forces du FPR « étaient aux portes de Kigali, la capitale, et sur le point d'en déloger les troupes hutues, la France se porta une fois de plus au secours de celles-ci en lançant l'opération Turquoise ».

Au bout de trois mois de génocide sous le regard passif du reste du monde, les forces françaises furent dépêchées, avec pour mission officielle de mettre un terme aux massacres. Mais de fait, les forces françaises parvinrent surtout (sans pour autant réussir à entraver la prise de Kigali par le FPR) à « aider l'ar-

mée hutue et les milices interahamwe à franchir la frontière et à fuir vers Bukavu, à l'est de ce qui était alors le Zaïre ».

C'est cette question de la collaboration de l'État français et des forces françaises avec l'État génocidaire rwandais et les forces armées hutues qui ressurgit au-devant de la scène publique, après plus de vingt années de silence plus ou moins troublées par les travaux d'universitaires, de journalistes, ou simplement de témoignages de victimes.

En juin 2017, trois associations déposent en effet deux plaintes, dirigées contre l'État français d'une part, la BNP d'autre part. Cette dernière aurait en effet financé « l'achat de 80 tonnes d'armes ayant servi à la perpétration du génocide », alors que « la banque ne pouvait douter des intentions génocidaires des autorités du pays pour qui elle a autorisé le transfert de fonds » en 1994. La seconde plainte vise à faire reconnaître « l'implication de politiques et militaires français dans la coopération avec le gouvernement rwandais avant, pendant et après le génocide ».

D'autre part, un ex-capitaine de l'armée française, Guillaume Ancel, vient de publier, aux éditions des Belles Lettres,

un récit intitulé Rwanda, la fin du silence, témoignage d'un officier français. Guillaume Ancel avait déjà affirmé, lors du printemps 2014, que les premiers jours de l'opération turquoise, l'armée française avait outrepassé le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire « le caractère strictement humanitaire de cette opération, qui sera menée de façon impartiale et neutre et ne constituera pas une force d'interposition entre les parties ».

OUVRIR LES ARCHIVES, ASSUMER

Si, face aux avancées du FPR, les forces françaises ne sont pas parvenues à rétablir le régime rwandais (formé dans l'enceinte même de l'ambassade de France, et dont la France sera le seul État au monde à reconnaître la légitimité), l'opération turquoise aurait permis d'établir une zone de repli dans l'ouest du pays pour les miliciens génocidaires hutus, lesquels auraient alors été exfiltrés et réarmés par l'armée française dans le pays voisin, l'actuelle République démocratique du Congo.

Le témoignage de l'ex-militaire français est, à cet égard, sidérant. Alors qu'il in-

terroge un supérieur, voici ce qu'il s'entend répondre concernant le sort des armes saisies par l'armée française : « Ces armes sont livrées aux FAR qui sont réfugiées au Zaïre, cela fait partie des gestes d'apaisement que nous avons acceptés pour calmer leur frustration et éviter aussi qu'ils ne se retournent contre nous ». Et, ajoute alors Guillaume Ancel : « Je trouve le raisonnement court-termiste et indéfendable : comment avaler qu'en livrant des armes à ces militaires nous améliorons notre propre sécurité ? Je leur rappelle que nous n'avons plus vraiment de doutes sur l'implication des FAR dans les massacres de grande ampleur qu'aucun d'entre nous ne nomme encore « génocide » ».

Ce témoignage édifiant, qui s'ajoute désormais à ceux du commandant de paras Jean-Rémi Duval – c'est lui qui découvrira les rescapés tutsis de Bisesero, que l'armée française mettra pourtant trois jours à revenir protéger – ou de Thierry Prunnaud – adjudant-chef, il relate que, lors d'un briefing de situation, ses supérieurs avaient évoqué des massacres commis par des Tutsis sur les Hutus, et non l'inverse – vient une fois de plus confirmer le rôle, pour le moins trouble, que l'État français a joué au Rwanda. Dès 1990, l'État français est informé, par de nombreuses notes issues des services de renseignement (notamment la DGSE), de l'ambassade et des forces armées, du caractère plus ou moins planifié du génocide.

Il s'obstinera pourtant à soutenir, s'enga-

ger politiquement, militairement aussi, auprès de ce régime, ratifiant une vision ethnociste du conflit d'une part, défendant une perception coloniale, depuis longtemps défaite et démentie d'autre part (François Mitterrand et la cellule élyséenne se cramponneront à l'idée que l'avancée du FPR, qui opère depuis l'Ouganda, représente les intérêts anglo-saxons dans la région des Grands lacs). L'État français aura comme redoublé une vision raciale et postcoloniale, d'autant plus exacerbée que celle-ci se trouvait à la veille d'une défaite historique, qui allait rebattre les cartes du jeu régional.

Il est donc grand temps que la France reconnaisse toutes ses responsabilités, et ouvre aussi l'intégralité de ses archives. Et que cessent également les déclarations irresponsables d'éditorialistes français, qui renvoient dos à dos « salauds et salauds ». Sans doute Paul Kagamé et le FPR ne sont-ils pas des saints. Il est certain qu'en 1990, les troupes du FPR se sont livrées à des atrocités à l'égard de la population hutue du nord-Rwanda. Il est certain aussi que le régime actuel de Kagamé est corrompu, qu'il a fait éliminer d'anciens supplétifs ou des opposants, censure des journalistes et des universitaires.

Il n'empêche, il n'y a pas des « salauds face à des salauds ». Il y a des salauds d'une part, et des salauds génocidaires d'autre part. Et la France a indéniablement soutenu les derniers.

● GILDAS LE DEM

Argentine : l'imposture économique du président Macri

Loin des satisfecits internationaux décernés au président Mauricio Macri, en Argentine, le niveau de vie des milieux populaires et des classes moyennes se dégrade. Mise au point par le GRECAL, le Groupe de Réflexion et d'Etudes Critiques sur l'Amérique Latine.

Le concert de louanges adressé au président argentin Mauricio Macri pour sa politique économique, auquel a notamment participé la directrice générale du Fonds monétaire international Christine Lagarde, contraste radicalement avec une toute autre musique, de plus en plus omniprésente en Argentine.

C'est un refrain de sept mots, scandé sur un hymne de stade, qui est rapidement devenu le « tube de l'été » et la terreur du gouvernement argentin. Entonnée pour la première fois lors d'un match de foot il y a quelques semaines, la chanson s'est répandue comme une traînée de poudre. D'autres stades ont suivi, puis elle a débordé le milieu du football : elle inspire des musicien-ne-s de rue, inter-

rompt des concerts et des cortèges de manifestant-e-s la reprennent en chœur : « Mauricio Macri, la puta que te pario » (« fils de pute »). Le 8 mars, des manifestantes l'ont adaptée dans une version plus féministe : « Mauricio Macri, la yuta que te pario » (« la flicaille qui t'a enfanté »). Malgré la longue pause estivale du gouvernement et le soutien inconditionnel des principaux médias du pays, la brutale répression des manifestations contre la réforme des retraites et les cacerolazos spontanés (manifestations rythmées par un concert de casseroles, forme emblématique de la mobilisation populaire en Argentine) qui ont clôturé l'année 2017 ont affecté la popularité du gouvernement en ce début d'année 2018. La coa-

lition au pouvoir, qui a remporté de justesse les élections législatives d'octobre dernier face à une opposition divisée, ne peut plus fonder sa communication sur des promesses floues et sur le supposé « lourd héritage » laissé par les précédents gouvernements Kirchner. Néanmoins, et en dépit d'indicateurs économiques en berne, le discours du président Macri lors de l'ouverture de l'année législative s'est voulu résolument optimiste. Répétant son slogan de campagne comme un mantra « Si, se puede » (« si, c'est possible »), il a remercié à plusieurs reprises l'effort « de tous les Argentins », se félicitant de l'arrivée d'une mystérieuse « croissance invisible » et annonçant qu'il allait poursuivre dans cette voie, freiner l'endettement et multiplier les investissements.

UNE CONJECTURE ÉCONOMIQUE FRAGILE

Pourtant, c'est la conjoncture économique qui fragilise aujourd'hui l'image de Mauricio Macri dans l'opinion. L'inflation et les mesures dites d'austérité commencent à affecter sérieusement le pouvoir d'achat des ménages.

Dès sa victoire aux présidentielles en décembre 2015, Mauricio Macri avait annoncé qu'il allait mettre fin au contrôle des changes, qui encadrait jusqu'alors le marché du peso argentin. Il s'agissait d'initier la réouverture complète de l'économie argentine au marché global, en supprimant les mesures protectionnistes du gouvernement précédent. Ra-

pidement, cette libéralisation a favorisé une inflation que le président prétendait pourtant juguler. En effet, l'ouverture du marché des devises a entraîné une dévaluation du peso argentin de l'ordre de 30%, ce qui signifiait un renchérissement des importations dans les mêmes proportions. Outre la hausse générale des prix, cette mesure a engendré une diminution de la rentabilité des placements libellés en pesos. De nombreux investisseurs ont alors cherché à les revendre contre des dollars : la dévaluation du peso s'est aggravée et les prix ont poursuivi leur ascension. Une fois la mécanique lancée, la plupart des acteurs du système économique ont nourri l'inflation, en voulant s'en protéger par une augmentation anticipée des prix. En 2017, le niveau général de l'inflation s'est ainsi établi autour de 25%, affectant lourdement les conditions de vie de la population.

Pour enrayer cet engrenage, la Banque Centrale argentine a augmenté ses taux directeurs, mesure qui a généralement pour effet de limiter la création monétaire par le crédit bancaire et qui doit, théoriquement, réduire l'inflation. Cependant, l'élévation des taux d'intérêts des emprunts bancaires, qui renchérit les investissements, a ralenti l'économie - tout comme la baisse du pouvoir d'achat provoquée par l'inflation. Par ailleurs, pour endiguer la dévaluation, cette même Banque Centrale a acheté des pesos et vendu des dollars, ce qui a accru la fuite de devises, provoquée notamment par

le déficit de la balance commerciale. Il a alors fallu limiter la valorisation du dollar face au peso et reconstituer le stock de devises nationales, ce que le gouvernement a fait en s'endettant en dollars sur les marchés financiers.

Or, le creusement de la dette permet au gouvernement Macri de justifier la réduction des dépenses publiques. Les retraites ont été la première cible de cette politique, qui touche presque l'ensemble des services publics et prestations sociales.

DES PROMESSES NON TENUES

Ainsi, malgré le discours volontariste du ministre de l'éducation Alejandro Finocchiaro, récemment reçu par Jean-Michel Blanquer, l'école publique n'est pas épargnée. Les promesses de campagne sur la rénovation des bâtiments scolaires et la nécessaire construction d'écoles maternelles et primaires sont restées lettre morte. Une vaste réforme entend transformer l'éducation, du primaire au supérieur. Les mesures sont très nombreuses, depuis l'introduction de longs stages en entreprise dans le secondaire jusqu'à la limitation de l'autonomie académique des universités publiques, à travers un complexe système de bourses.

En revanche, les moyens financiers promis tardent à arriver. Si au niveau national cela implique de regrouper les élèves en multipliant leur nombre par classe, dans la province de Buenos Aires - dirigée par María Eugenia Vidal, une proche de Macri - les politiques fédérales et

provinciales coïncident : les fermetures d'écoles se multiplient et concernent par exemple les écoles du soir, les écoles rurales et celles du delta du Paraná, à Tigre. Ce sont aussi les revenus des enseignant-e-s, salarié-e-s par les Provinces, qui sont lourdement affectées. Depuis deux ans, les résultats des négociations paritaires sur les salaires, très inégaux à travers le pays, ne compensent en rien l'inflation, ce qui a provoqué de nombreuses manifestations et grèves, et une dégradation des conditions d'enseignement dans un système scolaire public déjà fragile.

La situation des hôpitaux, notamment, n'est pas meilleure : c'est l'ensemble des services publics et des mécanismes de redistribution sociale qui sont affectés. Ainsi, l'inflation et ces attaques contre un Etat social argentin affaibli se traduisent par une dégradation des conditions d'existence de nombreux argentin-e-s, et en particulier des secteurs les plus populaires.

Malheureusement, les politiques de l'administration Macri ne sont pas sans rappeler celles de son homologue français, Emmanuel Macron, avec lequel il partage donc, en plus d'une homophonie approximative, la volonté de réduire les dépenses publiques allouées aux droits qui fondent l'Etat social, comme l'éducation ou la santé. Raison supplémentaire, s'il en était besoin, d'analyser avec attention la société argentine

● **ELSA BROCLAIN, GILLES MARTINET, GRECAL, LUCIA BELLORO, SYLVAIN PABLO ROTELLI**

Abandon des Kurdes à Afrin : la faute d'Emmanuel Macron

Loin du nouveau monde promis durant sa campagne, le président de la République cautionne le régime turc et ses exactions contre les Kurdes du YPG. Une compromission infamante pour la France, au nom d'intérêts indéfendables.

On nous promettait donc un nouveau monde. Macron, président du monde, héraut des droits de l'homme et d'un monde ouvert, libre. Mais, depuis plus de sept semaines maintenant, les forces turques de la dictature d'Erdogan et leurs supplétifs syriens, parfois directement issus des rangs de l'État Islamique, assiègent la ville-refuge, la ville autrefois libre et ouverte d'Afrin.

Pire, depuis ce mercredi, les forces turques opèrent une percée décisive à ses portes malgré la présence et la résistance des combattants kurdes du YPG, la branche syrienne du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Si l'on en croit l'agence Reuters et le New York Times, l'eau est désormais coupée, en amont, par les forces turques.

Dans une ville qui accueille également des réfugiés de toutes confessions, la situation sanitaire devient intenable. Sur la centaine de milliers d'habitants et de réfugiés que

compte la ville, une dizaine de milliers est d'ores et déjà déplacée, fuyant le manque d'eau et les bombardements des hélicoptères d'attaque légers de l'armée turque, qui prennent également pour cible les zones habitées par les civils.

ÉGARDS ET CONTRATS POUR ERDOGAN

Selon le témoignage des Forces antifascistes à Afrin (des volontaires occidentaux qui ont rejoint les rangs des forces kurdes pour combattre l'État Islamique), « à ce jour, près de 300 civils ont été sauvagement tués, y compris les femmes et les enfants, tandis que les blessés s'élèvent à plus de 700 personnes ».

Qu'a fait, que fait la France, pendant ce temps ? Elle n'a rien trouvé de mieux, en la personne d'Emmanuel Macron, que de recevoir Erdogan comme elle avait déjà reçu Poutine et Trump ; de signer un contrat portant sur un système de défense

anti-missiles avec la Turquie ; enfin, dans la foulée, de reconnaître le PKK comme une organisation «terroriste». On croit rêver.

Car enfin, à qui doit-on les premières victoires contre l'État Islamique et ses menées terroristes (véritables, celles-là, comme nous avons pu l'éprouver en France), sinon aux combattants et aux combattantes kurdes du PKK ? Aurait-on déjà oublié la bataille de Kobané ? Et avec cette première victoire contre l'État Islamique, un peuple libre qui – une fois de plus – s'était hissé aux avant-postes pour défendre le droit à l'autodétermination et l'auto-organisation ; pour défendre et reconquérir la liberté des femmes, des minorités religieuses aussi ; et armé, avec cela, d'une impeccable vision égalitaire ? Il faut le dire sans détour : c'est une honte, une infamie sans nom, qu'Emmanuel Macron ait osé qualifier de terroristes les représentants du PKK et du peuple kurde et, avec les autres dirigeants européens, les abandonne aujourd'hui au silence et à la mort.

LE MONDE SELON MACRON

Mais il faut aller plus loin, et s'interroger sur les raisons de cette compromission. Pourquoi ce geste de capitulation, qui renforce une dictature aux frontières de l'Europe ? Sinon parce que cette dictature est, en fait, devenue le fondé de pouvoir de l'Union européenne dans la crise des migrants ? Pourquoi tout concéder à Erdogan, si ce n'est pour faire de la Turquie un rempart chargé de contenir les migrants ?

On le sait : Erdogan menace, depuis le printemps 2017, de lever l'accord qui veut que tout migrant arrivé sur les côtes européennes après avoir transité par la Turquie puisse y être renvoyé (un accord dans le cadre duquel, de plus, l'UE verse trois milliards d'euros à la Turquie). Ce que l'euro-député belge Philippe Lamberts, coprésident du groupe des Verts au Parlement européen affirmait déjà en mars 2017 pèse sans doute non moins, aujourd'hui, sur le destin des Kurdes : « C'est parce que l'Union européenne refuse de faire ce dont elle est capable en termes de réfugiés que nous nous mettons à la merci de ce gars [Erdogan] ».

Il faut donc se demander quel est ce monde, la nature de cette ouverture au monde que prônait Emmanuel Macron durant la campagne présidentielle. La réponse est désormais évidente : c'est une ouverture au monde, mais au monde des puissants et des puissances (qu'on reçoit avec allégresse sous les ors de Versailles). Mais ce monde de puissants demeure lui-même fermé à ceux qui, ici ou ailleurs, souffrent et luttent pour un peu de pain ou de liberté. Ici, en France : ceux qui ne sont rien, ou sont regardés comme des hommes de second rang (les migrants). Ailleurs : les peuples qui à Afrin, ou dans la Goutha, sont autant de vies qui ne comptent pour rien. Emmanuel Macron s'était fait le champion de l'ouverture au monde et à l'Europe. Il n'est, en vérité, que le gardien, le chien de garde d'une Europe des banques et des barbelés.

● GILDAS LE DEM